

édito

Jean Foucambert

« L'histoire de l'après-1848 est l'illustration classique du fait qu'aux époques de dépression politique, quand l'échec de mouvements révolutionnaires a supprimé toute perspective sociale à court ou à long terme, et à la faveur de mesures administratives pour museler l'activité culturelle, enseignante et scientifique, se développe une atmosphère de saturation concernant toute activité de pensée ou d'imagination, atmosphère qui se traduit d'ordinaire dans d'étranges « modes intellectuelles » : le culte d'un matérialisme plat, la glorification du gros bon sens, le fanatisme de l'orthodoxie, le délire mystique, une indifférence cynique à l'endroit de toute morale spirituelle et politique. Attitudes qui concourent toutes à étouffer si possible déjà dans l'œuf de nouvelles idées qui mériteraient attention... »¹

Contre cet étouffement aujourd'hui, que pourrait-il s'élever ? L'humanité est assurément à une charnière de son histoire, une de plus : rien n'est plus viable dans la forme atteinte et les dominants ne renoncent pas à pousser à son extrême un système économique et social définitivement caduque,

d'autant plus impunément que les dominés ont laborieusement intégré l'idée qu'ils seraient bien incapables de prendre en main l'ouverture concertée de pistes nouvelles. En clair, une crise de plus, débouchant déjà sur des dénis croissants de démocratie, voire sur des dictatures assumées qui s'affronteront, le moment venu, dans des guerres mondiales – cette fois-ci nucléaires... Une crise présentée comme une fatalité hors de toute atteinte et où les victimes n'ont à miser que sur d'improbables mesures d'insertion individuelle. Qui parle encore de *promotion collective* ?

Comme chaque début d'année scolaire, il se découvre que la qualité du *savoir-lire* ne répond pas aux attentes. Les premiers à l'avoir compris, dès les années 1960, ont été des chefs d'entreprise inscrivant leurs cadres dans des stages (fort onéreux) dits de lecture rapide pour mieux rentabiliser leurs temps d'accession à des informations écrites. François Richaudeau, à l'origine de telles actions en France, a travaillé avec l'AFL quand celle-ci s'est proposée d'interroger les composantes techniques de la lecture lorsqu'il s'agit non de recevoir et mémoriser des informations mais d'accéder à l'écrit comme outil de pensée pour en forger de nouvelles. C'est en 1977 que l'anthropologue Jack Goody publie *La domestication de la pensée sauvage*. Comment la rencontre de l'écrit a-t-elle pour objectif de se doter du langage de la *raison graphique*, ce qu'elle n'avait pas pour plus de 90 % des enfants scolarisés à travers l'alphabétisation ?

Le premier outil pédagogique s'appuyant sur l'informatique pour donner à tous les élèves entrant en 6^{ème} une meilleure maîtrise des processus nécessaires au traitement de l'écrit fut alors produit à l'INRP et proposé au ministère de l'Éducation dès le début des années 1980. Offre refusée par la majorité des membres du Cabinet, de ses hauts fonctionnaires et de l'Inspection générale qui, soit n'avaient pas compris que l'accès de tous à l'enseignement secondaire nécessitait des pratiques expertes auxquelles l'enseignement primaire n'avait pas pour mission de préparer, soit redoutaient que la démocratisation de cette expertise ne mette en péril l'équilibre social... Plus de trente années ont passé.

L'AFL, autant qu'elle l'a pu, a fait exister ses outils (ELMO puis ELSA) dans les pratiques pédagogiques de lieux militants (écoles, collèges, lycées, enseignement professionnel, agricole, formation d'adultes, etc.) et, en moyenne, chaque année, plus de 300 000 personnes en ont bénéficié. 300 000 sur plus de 6 millions fréquentant des sites où la lecture est une composante organique du travail quotidien ! Les choses se sont par ailleurs progressivement amenuisées par défaut de formation des personnels et de volonté des politiques. Aujourd'hui, il est quotidien d'entendre que les élèves ne lisent plus assez bien et que le niveau des apprentissages et l'efficacité de l'enseignement en souffrent. Mais au-delà de cette déploration partagée, bien rares restent les sites où une solution collective – qui ne relève pas d'une remédiation plus ou moins médicale, psychologique ou orthophonique – entre dans un plan de travail ordinaire.

Or, force est d'admettre que la lecture est bien un savoir-faire de haut niveau, un outil spécifique de *théorisation* de l'expérience, fonctionnellement différent de ceux auxquels donnent accès d'autres langages. On peut (en le regrettant !) se demander pourquoi une plus grande proportion de responsables d'entreprises que d'établissements scolaires a ressenti la nécessité de mesures spécifiques. Comme si l'entrée de tous les enfants dans le secondaire à la fin des « Trente glorieuses » n'avait pas, pour des progressistes, démultiplié les espoirs de réduire la division du travail et de permettre à tous de s'investir comme *cadres* d'une expérience citoyenne dans les multiples aspects de la vie sociale ! L'éducation, partie prenante de la transformation des rapports sociaux ?

Tout le monde déplore donc le médiocre niveau individuel et collectif de lecture ; mais qui agit au sein des institutions afin de l'améliorer par des actions appropriées ? C'est toujours, semble-t-il, pour chacun, l'affaire des autres ! L'AFL a donc développé un nouvel **elsa** directement destiné aux *autres*, aux *intéressés-eux-mêmes*, à ceux déjà *un peu lecteurs* qui ressentent que les choses iraient mieux s'ils l'étaient davantage. Elles

iraient plus vite, elles partiraient à la rencontre d'horizons nouveaux, elles entreraient à d'autres niveaux d'interprétation, celle dans *l'interligne* du non-dit et de l'implicite... Cet engagement volontaire dans des approches techniques et autocontrôlées est le premier constituant de n'importe quel *entraînement* et le distingué de *l'exercice*, décidé et évalué de l'extérieur. Mais qui ressent encore le besoin de perfectionner son rapport à l'écrit ?

Ainsi, est-il indispensable de revenir sur cette question : pourquoi lit-on ? Et de ne pas se satisfaire de la réponse habituelle : *parce qu'on aime ça...* *Donnons donc bon goût à la lecture!* Ce sujet mérite assurément une autre approche : le rapport à l'écrit est d'abord une réalité politique. La société se dote, grâce à ses institutions éducatives et culturelles, du nombre de lecteurs et de la manière de lire nécessaires à son fonctionnement. Tenter de les faire évoluer, c'est chercher un autre rapport au sein des forces productives, y compris du mode de production des concepts, et d'ouverture des savoirs dans leur rapport au Pouvoir. Comme pour tout langage. C'est donc intervenir dans des rapports de force, dans la confrontation des points de vue entre dominants et dominés. Loin d'être d'abord une question de goût, c'est une question de statut. Douze ans après la sanglante répression de juin 1848, 80 % des ouvriers parisiens utilisaient l'écrit dans leurs luttes sans être passés par l'école, simplement parce qu'ensemble ils avaient besoin de concevoir un autre ordre des choses. Qui sont les enfants qui peuvent, dans leur présent, se percevoir comme des partenaires sociaux dont l'expérience nouvelle compte ?

C'est pourquoi il est indispensable de penser davantage encore à comprendre et rassembler les multiples composants volontaristes d'une Société éducatrice où, dans tous les domaines et à tout âge, le travail (celui qui produit des biens, non des profits) articule – dans ce qui est alors Culture – action et recherche, production matérielle et production intellectuelle. Soyons assurés que la maîtrise technique des langages n'est pas séparable du besoin qu'on en a pour changer la vie. Et travaillons, une année encore, à en faire prendre conscience...

(1) Extrait (p.240) d'un ouvrage remarquable de Dolf OEHLER : *Juin 1848, le spleen contre l'oubli* : Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen, Marx, La Fabrique, 2017.